

REPUBLIQUE FRANCAISE
TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE TOULOUSE
68, rue Raymond IV
B.P. 7007

31068 TOULOUSE CEDEX 7
Téléphone : 05.62.73.57.57
Télécopie : 05.62.73.57.40

Greffes ouvert du lundi au vendredi de
8h30 à 12h et 13h45 à 16h30

Dossier n° : 1100432-3

(à rappeler dans toutes correspondances)

FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT c/
PREFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE

NOTIFICATION DE JUGEMENT

Lettre recommandée avec avis de réception

M. le directeur,

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, l'expédition du jugement en date du 10/07/2014 rendu dans l'instance enregistrée sous le numéro mentionné ci-dessus.

La présente notification fait courir le délai d'appel qui est de 2 mois.

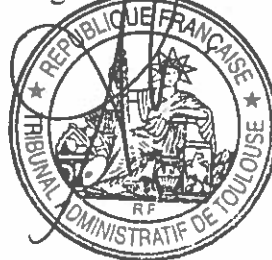
Si vous estimez devoir faire appel du jugement qui vous est notifié, il vous appartient de saisir la COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE BORDEAUX, 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX d'une requête motivée en joignant une copie de la présente lettre.

A peine d'irrecevabilité, la requête en appel doit :

- être assortie d'une copie de la décision juridictionnelle contestée.
- être présentée par un avocat.

Je vous prie de bien vouloir recevoir, M. le directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Greffier en Chef,
ou par délégation Le Greffier,



Le Greffier
M. ALRIC

NB Dans le seul cas où le jugement rendu vous accorde partiellement ou totalement satisfaction, vous avez la possibilité d'user de la disposition de l'article L. 911-4 du code de justice administrative, aux termes duquel : "En cas d'inexécution d'un jugement définitif, la partie intéressée peut demander au tribunal administratif qui a rendu la décision d'en assurer l'exécution". Toutefois, en cas d'inexécution d'un jugement frappé d'appel, la demande d'exécution est adressée à la juridiction d'appel. Cette demande, sauf décision explicite du refus d'exécution opposée par l'autorité administrative, ne peut être présentée avant l'expiration d'un délai de 1 mois à compter de la notification du jugement. Toutefois, en ce qui concerne les décisions ordonnant une mesure d'urgence, et notamment un sursis à exécution, la demande peut être présentée sans délai. En application de l'article R. 811-5 du code de justice administrative les délais supplémentaires de distance prévus à l'article R. 421-7 du même code s'ajoutent aux délais prévus ci-dessus.

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE TOULOUSE**

N° 1100432

France NATURE ENVIRONNEMENT et autres

REPUBLIQUE FRANCAISE

R. Roussel
Rapporteur

AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

F. Delbos
Rapporteur public

Le Tribunal administratif de TOULOUSE
(3^{ème} chambre)

Audience du 26 juin 2014
Lecture du 10 juillet 2014

44-045-01
C

Vu la requête, enregistrée le 1^{er} février 2011, présentée par l'association France nature environnement, dont le siège est 10 rue Barbier au Mans (72000), l'association France nature environnement Midi-Pyrénées, dont le siège est 14 rue de Tivoli à Toulouse (31068), l'association Nature Midi-Pyrénées, dont le siège est 14 rue de Tivoli à Toulouse (31068), et l'association Nature Comminges, dont le siège est 48 bis avenue François Mitterrand à Saint Gaudens (31800) ; les associations requérantes demandent au tribunal :

1°) d'annuler l'arrêté du 2 décembre 2010 par lequel le préfet de la Haute-Garonne a accordé au Groupe Lafarge ciments une dérogation pour arrachage et transplantation de spécimens d'Iris graminea dans le cadre de l'extension de la carrière de Martres-Tolosane ;

2°) de mettre à la charge de l'Etat une somme de 500 euros à verser à chaque association requérante sur le fondement de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ;

Elles soutiennent que :

- le conseil scientifique régional de la protection de la nature aurait dû être préalablement consulté ;
- le préfet n'a pas recherché de solution alternative, alors qu'il s'agit d'une condition fixée par l'article L. 411-2 du code de l'environnement ;
- il n'existe en l'espèce aucune raison impérieuse d'intérêt public majeur, au sens du c) du 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement, de nature à justifier la dérogation en litige ;

Vu le mémoire, enregistré le 30 mai 2011, présenté pour la société Lafarge ciments, par la SELARL Huglo Lepage et associés, qui conclut, à titre principal, à l'irrecevabilité de la

requête, à titre subsidiaire, à son rejet au fond, et à ce qu'il soit mis à la charge de chaque association requérante une somme de 500 euros en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ;

Elle fait valoir que :

- les associations requérantes n'ont pas intérêt à agir contre l'arrêté attaqué ;
- aucun texte n'imposait la consultation préalable du conseil scientifique régional de la protection de la nature ;
- il ne saurait être reproché au préfet de n'avoir pas recherché une solution alternative satisfaisante qui ne pouvait pas exister en tout état de cause en l'espèce ;
- la dérogation litigieuse répond à l'intérêt public majeur que constitue la poursuite de l'exploitation d'une carrière concourant au développement économique local et régional, notamment compte tenu de l'importance des emplois qui en dépendent ;

Vu le mémoire, enregistré le 19 décembre 2011, présenté par le préfet de la Haute-Garonne, qui conclut au rejet de la requête ;

Il fait valoir que :

- il n'était pas tenu de consulter le conseil scientifique régional de la protection de la nature ;
- il ne saurait lui être reproché de ne pas avoir recherché de solution alternative satisfaisante dès lors que celle-ci ne saurait exister sans remettre en cause l'implantation de la cimenterie, la nature des matériaux pouvant être utilisés, la limitation des transports et le fonctionnement même du site ;
- l'activité d'extraction pour la production de ciment contribue directement à la mise en œuvre de chantiers d'intérêt public sur toute la région Midi-Pyrénées et constitue un vecteur d'emplois directs et indirects importants ;

Vu le mémoire, enregistré le 28 juin 2012, présenté par l'association France nature environnement et autres, qui concluent aux mêmes fins que leur requête par les mêmes moyens et demandent en outre que la somme mise à la charge de l'Etat en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative à verser à chaque requérante soit portée à 900 euros ;

Elles soutiennent en outre que :

- elles ont intérêt à agir contre l'arrêté attaqué ;
- l'arrêté attaqué est insuffisamment motivé au regard des exigences de la loi du 11 juillet 1979 ;

Vu le mémoire, enregistré le 9 octobre 2012, présenté pour la société Lafarge Ciments, qui confirme ses précédentes écritures ;

Elle fait valoir en outre que :

- si la dérogation ne peut être délivrée qu'en l'absence d'autre solution satisfaisante, il ne résulte d'aucun texte que le préfet doit justifier expressément dans son arrêté qu'il n'existe pas d'autre solution ;
- ce déplacement de spécimens d'Iris graminea avait déjà été décidé par l'arrêté du 16

mai 2003 autorisant l'extension de la carrière, à une époque où cette espèce n'était pas encore une espèce protégée justifiant une dérogation fondée sur les dispositions de l'article L. 411-2 du code de l'environnement ;

- la cimenterie, dont l'activité dépend de l'exploitation de la carrière, conditionne 160 emplois directs et 1 000 emplois indirects dans la région, ce qui constitue un intérêt public à long terme, alors que l'atteinte à l'Iris graminea est extrêmement faible voire inexistante ;

Vu le mémoire, enregistré le 5 avril 2013, présenté par l'association France nature environnement et autres, qui concluent aux mêmes fins que leur requête par les mêmes moyens et demandent en outre que la somme mise à la charge de l'Etat en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative à verser à chaque requérante soit portée à 1 000 euros ;

Vu le mémoire, enregistré le 21 juin 2013, présenté pour la société Lafarge Ciments, qui confirme ses précédentes écritures ;

Vu l'ordonnance du 29 août 2013 fixant la clôture de l'instruction au 26 septembre 2013 ;

Vu le mémoire, enregistré le 26 septembre 2013, présenté par l'association France nature environnement et autres, qui n'a pas été communiqué ;

Vu l'arrêté attaqué ;

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu la directive 92/43CEE du Conseil du 21 mai 1992 modifiée concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu la loi n° 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public ;

Vu l'arrêté du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

Vu la décision du Conseil constitutionnel n° 2012-269 QPC du 27 juillet 2012 ;

Vu le code de justice administrative ;

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience ;

Après avoir entendu au cours de l'audience publique du 26 juin 2014 :

- le rapport de M. Roussel, rapporteur,
- les conclusions de Mme Delbos, rapporteur public,
- et les observations de Mme Roques pour l'association France nature environnement, M. Mathon pour l'association Nature Midi-Pyrénées, Me Berthelon pour la SELARL Huglo Lepage et associés ;

Vu la note en délibéré, enregistrée le 26 juin 2014, produite par l'association France nature environnement et autres ;

Vu la note en délibéré, enregistrée le 2 juillet 2014, produite par la société Lafarge Ciments ;

1. Considérant que la société Lafarge ciments, a déposé, sur le fondement du 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement, et dans le cadre de l'extension de la carrière de Martres-Tolosane, une demande de dérogation pour arrachage et transplantation de spécimens d'Iris graminea ; que, par un arrêté du 2 décembre 2010, le préfet de la Haute-Garonne a délivré la dérogation sollicitée ; que l'association France nature environnement et autres demandent l'annulation de cet arrêté ;

Sur la fin de non recevoir opposée en défense :

2. Considérant que les associations requérantes ont pour objet social d'agir en faveur de la protection de l'environnement ; que, dès lors, eu égard à l'objet de l'arrêté attaqué, la fin de non recevoir opposée par la société bénéficiaire, relative au défaut d'intérêt à agir des requérantes, doit être écartée ;

Sur les conclusions à fin d'annulation :

3. Considérant, d'une part, qu'aux termes de l'article L. 411-1 du code de l'environnement : « I. - Lorsqu'un intérêt scientifique particulier ou que les nécessités de la préservation du patrimoine naturel justifient la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats, sont interdits : (...) / 2° La destruction, la coupe, la mutilation, l'arrachage, la cueillette ou l'enlèvement de végétaux de ces espèces, de leurs fructifications ou de toute autre forme prise par ces espèces au cours de leur cycle biologique, leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur mise en vente, leur vente ou leur achat, la détention de spécimens prélevés dans le milieu naturel (...) » ; qu'aux termes de l'article L. 411-2 du même code, dans sa rédaction alors en vigueur : « Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions dans lesquelles sont fixées : (...) / 4° La délivrance de dérogation aux interdictions mentionnées aux 1°, 2° et 3° de l'article L. 411-1, à condition qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante et que la dérogation ne nuise pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle : (...) / c) Dans l'intérêt de la santé et de la

sécurité publiques ou pour d'autres raisons impératives d'intérêt public majeur, y compris de nature sociale ou économique, et pour des motifs qui comporteraient des conséquences bénéfiques primordiales pour l'environnement (...) » ; que l'absence de l'une de ces trois conditions, qui sont cumulatives, fait obstacle à ce que la dérogation puisse être légalement accordée ;

4. Considérant, d'autre part, qu'aux termes de l'article 1^{er} de la loi susvisée du 11 juillet 1979 : *« Les personnes physiques ou morales ont le droit d'être informées sans délai des motifs des décisions administratives individuelles défavorables qui les concernent (...) » ; qu'aux termes de l'article 2 de la même loi : « Doivent également être motivées les décisions administratives individuelles qui dérogent aux règles générales fixées par la loi ou le règlement » ;*

5. Considérant que l'arrêté par lequel le préfet accorde les dérogations prévues par l'article L. 411-2 du code de l'environnement constitue une décision administrative individuelle qui déroge aux règles générales fixées par la loi ou le règlement au sens de l'article 2 de la loi du 11 juillet 1979 susvisée, et est ainsi soumise à l'obligation de motivation prévue par ces dispositions ;

6. Considérant que l'arrêté attaqué vise les textes dont il fait application, en particulier l'article L. 411-2 du code de l'environnement ; qu'en revanche, en se bornant à énoncer que « les éléments motivant l'avis défavorable du CNPN ont été levés par les mesures de compensation présentées dans le présent arrêté, et que la dérogation ainsi délivrée n'est pas de nature à remettre en cause l'état de conservation favorable de l'Iris graminea », sans préciser en quoi, au regard de l'ensemble des conditions précitées fixées par le 4^o de l'article L. 411-2 du code de l'environnement, la situation de la société demanderesse justifiait l'octroi de la dérogation sollicitée, le préfet n'a pas satisfait à l'obligation de motivation posée par les dispositions précitées de la loi du 11 juillet 1979 ;

7. Considérant qu'il résulte de ce qui précède, et sans qu'il soit besoin d'examiner les autres moyens de la requête, que l'association France nature environnement et autres sont fondées à demander l'annulation de l'arrêté attaqué ;

Sur les conclusions tendant à l'application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative :

8. Considérant que les dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative font obstacle à ce que soit mise à la charge des associations requérantes, qui ne sont pas la partie perdante dans la présente instance, la somme que la société Lafarge ciments demande au titre des frais exposés et non compris dans les dépens ; qu'il y a lieu, en revanche, de faire application de ces dispositions et de mettre à la charge de l'Etat une somme globale de 1 200 euros au titre des frais exposés par les associations requérantes et non compris dans les dépens ;

D E C I D E :

Article 1^{er} : L'arrêté du préfet de la Haute-Garonne du 2 décembre 2010 est annulé.

Article 2 : L'Etat versera à l'association France nature environnement, l'association France nature environnement Midi-Pyrénées, l'association Nature Midi-Pyrénées, l'association Nature Comminges une somme globale de 1 200 euros en application de l'article L. 761-I du code de justice administrative.

Article 3 : Les conclusions de la société Lafarge ciments tendant à l'application de l'article L. 761-I du code de justice administrative sont rejetées.

Article 4 : Le présent jugement sera notifié à l'association France nature environnement, l'association France nature environnement Midi-Pyrénées, l'association Nature Midi-Pyrénées, l'association Nature Comminges, au préfet de la Haute-Garonne, au ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, et à la société Lafarge Ciments .

Délibéré après l'audience du 26 juin 2014, où siégeaient :

M. Bachoffer, président,
Mme Gay-Sabourdy, premier conseiller,
M. Roussel, conseiller.

Lu en audience publique le 10 juillet 2014.

Le rapporteur,

Le président,

R. ROUSSEL

B-R. BACHOFFER

Le greffier,

M. ALRIC

La République mande et ordonne au préfet de la Haute-Garonne en ce qui le concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution du présent jugement.

Pour expédition conforme
H
Le Greffier
M. ALRIC

